

marches-securises.fr

PUBLICATION

**ÉTABLISSEMENT**

**Conseil Départemental de l'Ariège (09)**  
Hôtel du Département  
5 - 7 rue du Cap de la Ville  
09001 FOIX CEDEX

**AVIS DE MARCHÉ SERVICES****Organisme acheteur**

Conseil Départemental de l'Ariège, Christine TEQUI, 5-7 rue du Cap de la Ville, 09000 FOIX, FRANCE. Tel : +33 561020909. E-mail : smarches@ariege.fr.

**Adresse(s) internet**

Adresse générale de l'organisme acheteur : <https://www.ariege.fr>  
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Objet du marché**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les agents des Centres Locaux, de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes et de l'équipe d'encadrement de la Direction de la Solidarité Départementale.

**Lieu d'exécution**

ARIEGE

**Caractéristiques****Type de procédure :**

Procédure adaptée.

**Caractéristiques principales :**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les agents des Centres Locaux, de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes et de l'équipe d'encadrement de la Direction de la Solidarité Départementale.

Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible de manière tacite 2 fois, soit une durée maximale de 3 ans.

**Des variantes seront prises en considération : Non****Division en lots :** Oui**Il convient de soumettre des offres pour**

un ou plusieurs lots.

**Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 36 (à compter de la date de notification du marché).

**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

Vendredi 17 novembre 2023 - 12:00

**Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

Durée en mois : 4 (à compter de la date limite de réception des offres).

**Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)**

01 janvier 2024

**Conditions relatives au marché****Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

Budget départemental - mandat administratif à 30 jours

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

Aucune forme juridique n'est imposée par le Pouvoir Adjudicateur

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française**

Français.

**Unité monétaire utilisée : Euro.****Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat****Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés)

dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

#### **Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

#### **Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :**

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

#### **Autre justificatif / Commentaire :**

##### **Autre justificatif :**

Déclaration sur l'honneur : - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur - pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;  
Extrait de l'inscription au RCS ou K-BIS : Attestation de moins de 3 mois

### **Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: Prix des prestations 40%

2: Valeur technique 60%

### **Autres renseignements**

#### **Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur**

2023EF353

#### **Renseignements complémentaires :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 candidats les mieux classés sur tout ou partie de l'offre.

### **Informations sur les lots**

#### **LOT N° 1 :**

##### **Description succincte**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les Centres Locaux Lavelanet - Mirepoix

#### **LOT N° 2 :**

##### **Description succincte**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les Centres Locaux Arize Lèze Saverdun Mazères

#### **LOT N° 3 :**

##### **Description succincte**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les Centres Locaux Tarascon - Luzenac

**LOT N° 4 :**

**Description succincte**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les Centres Locaux de Foix - Varilhes

**LOT N° 5 :**

**Description succincte**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les Centre Local de Pamiers

**LOT N° 6 :**

**Description succincte**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les Centres Locaux de Saint-Girons - Saint-Lizier

**LOT N° 7 :**

**Description succincte**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles pour les agents de La Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP)

**LOT N° 8 :**

**Description succincte**

Sessions d'analyse et construction des pratiques professionnelles et managériales pour L'équipe d'encadrement de la DAEFTP

**Date d'envoi du présent avis**

20 octobre 2023